

ABONNEMENT.

SAUMUR :
 Un an 30 fr.
 Six mois 16
 Trois mois 8

Poste :
 Un an 35 fr.
 Six mois 18
 Trois mois 10

On s'abonne :

A SAUMUR,
 chez tous les Libraires ;

A PARIS,
 chez DONGRE et BULLIER,
 Place de la Bourse, 38 ;

A EWIG,
 Rue Flécher, 2.

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

L'ÉCHO SAUMUROIS

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

BUREAU : PLACE DU MARCHÉ-NOIR

INSERTIONS.

Annances, la ligne . . . 20 c.
 Réclames, — 30
 Faits divers, — 75

RÉSERVES SONT FAITES
 Du droit de refuser la publication
 des insertions reçues et même payées,
 sans restitution dans ce dernier cas ;
 Et du droit de modifier la rédaction
 des annonces.

Les articles communiqués
 doivent être remis au bureau
 du journal la veille de la repro-
 duction, avant midi.
 Les manuscrits déposés ne
 sont pas rendus.

On s'abonne :

A PARIS,
 chez MM. HAVAS-LAFFITE et Co,
 Place de la Bourse, 8.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis con-
 traire. — L'abonnement doit être payé d'avance.

Paraissant tous les jours, le dimanche excepté.

Les abonnements de trois mois pourront être payés en tim-
 bres-poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

SAUMUR,

22 Mai 1880.

Bulletin politique.

Un mot a été dit par un gréviste de Rou-
 baix, qui révèle une des causes du mouve-
 ment.

Aux demandes d'augmentation de salaire,
 son interlocuteur lui opposait l'impossibi-
 lité qu'étaient les patrons de satisfaire ces
 exigences. — « Alors, répondit l'ouvrier, que
 le gouvernement mette des droits sur les pro-
 duits étrangers, et les patrons pourront aug-
 menter le prix de la journée. »

Il y a dans cette réplique de quoi faire ré-
 fléchir nos ministres, si toutefois ils sont
 capables de comprendre et d'abandonner
 leurs utopies.

Le libre-échange tel qu'ils le pratiquent
 est une rêverie, attendu que les nations voi-
 sines en profitent seules et nous donnent peu
 en retour.

L'Angleterre veut bien écarter chez nous
 ses colons, ses houilles, ses fers, etc., parce
 qu'elle y trouve bénéfice pour son industrie
 nationale. Mais quand il s'agit de consentir
 la franchise ou un abaissement des droits
 d'entrée pour nos produits, elle fait la sour-
 de oreille.

Ainsi, voilà M. Léon Say qui revient con-
 férencier avec M. Tirard, parce qu'il n'a pu ob-
 tenir du cabinet britannique aucune modifi-
 cation dans les tarifs qui frappent les vins
 français à l'arrivée dans les ports d'Angle-
 terre. Nous sommes inondés de marchandises
 anglaises au nom du beau principe de
 liberté des échanges ; mais nos produits sont
 frappés de droits élevés de l'autre côté du
 détroit. Et ce qui se passe pour les vins se
 passe aussi pour d'autres produits.

Si c'est ainsi que nos ministres entendent
 la pratique de leur système libre-échangiste,
 il ne faut point s'étonner que la classe ou-
 vrière souffre, et que les patrons, en face

d'une concurrence impossible à soutenir, ne
 puissent augmenter les salaires.

Nous savons bien que les grèves sont un
 mouvement politique et social, que les ou-
 vriers, surexcités par l'exemple du gouver-
 nement qui attise les haines anti-religieuses,
 se laissent aller à de détestables passions. Il
 ne font en cela, comme nous l'avons dit déjà,
 qu'é suivre les exemples venus d'en haut.
 Quand un ministre glorifie les hommes de
 93, ils sont un peu excusables d'imiter à
 leur tour les devanciers qu'on leur propose
 comme modèles.

Nous savons bien aussi que ce mouve-
 ment si général est le résultat d'un mot d'or-
 dre et que des insinuations mauvaises, dans
 un but révolutionnaire, ont poussé les grou-
 pes ouvriers à se mettre en grève. Nous
 retrouvons là ce que nous avons vu vers
 la fin de l'Empire, à la Ricamarie et au
 Creuzot.

Mais à côté des causes qui ont déterminé
 le mouvement et servi de prétexte aux me-
 neurs, il y en a une autre primordiale qui,
 en maintenant l'ouvrier dans une situation
 voisine de la gêne, l'a aigri et prédisposé à
 écouter les conseils de révolte.

Cette cause, c'est la situation économi-
 que, et nous la signalons encore une fois
 parce que des faits aussi graves devraient
 ouvrir les yeux de nos gouvernants.

Les agriculteurs de France ont fait enten-
 dre des plaintes légitimes et des conseils qui
 méritaient d'être écoutés. Des députés, se
 faisant les organes de l'agriculture, du
 commerce et de l'industrie, ont porté à la
 tribune leurs justes griefs et montré les con-
 séquences déplorables du système écono-
 mique suivi. Le gouvernement n'a rien voulu
 entendre.

L'échec éclatant que vient d'éprouver à
 Londres M. Léon Say, envoyé comme am-
 bassadeur spécial pour traiter ces questions
 économiques, et plus encore ces grèves con-
 sidérables qui viennent de se produire dans
 le Nord de la France, devraient, ce nous
 semble, éclairer nos ministres sur la situa-
 tion.

Après les remontrances faites au sein du

Parlement, sont venues, non point des émeu-
 tes, heureusement, mais des manifestations
 de toute une population ouvrière, dont il
 faut bien, à moins d'être aveugle, reconnaî-
 tre le caractère menaçant.

Il y a bien là de quoi faire revenir le gou-
 vernement de ses utopies. Le simple bon
 sens de l'ouvrier qui indique les droits pro-
 tecteurs sur les produits étrangers comme
 un moyen de faire augmenter les salaires
 vaut mieux, selon nous, que les savantes
 dissertations de nos ministres sur la philo-
 sophie économique.

C'est en cette matière qu'il faut se déga-
 ger de toutes les rêveries pour voir claire-
 ment ce qui est pratique, abandonner les
 théories humanitaires pour revenir au bon
 sens qui reste toujours, en fin de compte,
 « le maître de la vie humaine ».

Mais nous prêchons dans le désert. Nous
 n'attendons rien de notre gouvernement,
 qui croira tout fini quand les ouvriers affa-
 més seront rentrés dans leurs ateliers. On
 annonce déjà que l'apaisement se fait de-
 vant la troupe en armes et les charges de ca-
 valerie ; tout va reprendre et marcher comme
 d'habitude, dans la meilleure des républiques,
 jusqu'au jour où les mêmes causes ramè-
 neront de nouvelles grèves et de nouveaux dé-
 sordres.

On aura encore des terreurs et des con-
 flits déplorables ; mais le gouvernement obs-
 tiné n'y verra pas plus clair et ne changera
 rien à sa routine utopiste.

Chronique générale.

Il nous revient que M. de Freycinet, jus-
 tement préoccupé des inquiétudes qui se
 manifestent dans les départements, aurait
 le plus grand désir d'ajourner l'exécution
 des décrets du 29 mars.

En conséquence, il serait question d'at-
 tendre au moins jusqu'au mois d'octobre.

PRELÈVEMENT DE L'ÉCHO SAUMUROIS.

L'ORPHELINE DU 41^e

(Suite.)

Vilnacour, remarquablement belle, fut vendue à
 des Égyptiens pour le compte du pacha ; mais le
 navire qui la transportait dut relâcher à Syout,
 capitale de la Haute-Egypte, où on lui imposa une
 quarantaine. Durant cette relâche, des Bédouins
 voleurs et pillards attaquèrent de nuit ce navire,
 enlevèrent les femmes, rentrèrent dans le désert
 avec ces nouvelles Sabines qu'ils furent vendre à
 Maskara. Ben-Messaoud, épris de la beauté de
 l'une d'elles, l'acheta.

Le moukèra arabe de basse classe est une mar-
 tyre, une bête de somme, condamnée aux plus re-
 botants travaux domestiques par son seigneur et
 maître, qui, méprisant pour lui les ouvrages de
 mains, se prélassait dans un lâche repos quand il ne
 se livre pas à ses délirantes fantaisies ; elle est le
 menuisier, le maçon, le boulanger, le tailleur, le
 tisseur, le cordier, la servante de la famille et de
 la maison. Vêtu grossièrement, accablée de coups
 pour remerciements, habitant une tanière dans
 laquelle on ne pénètre qu'en rampant, la misérable

créature succombe à la peine sans qu'une lamen-
 tation lui échappe.

La condition des épouses des chefs de grandes
 tentes est une exception à l'existence commune.

La vie de ces femmes se rapproche de celle des
 odalisques : oisives et désœuvrées, elles n'ont
 d'autre occupation que boire, manger, fumer,
 rêver, caqueter et ruiner leurs époux en parfums et
 toilettes. Quelques Arabes entretiennent seuls leurs
 tentes sur ce pied de luxe asiatique ; ceux-là sont
 les princes des tribus, les Rothschild du désert.
 Mohamed en était un. Ses nombreux esclaves dis-
 pensaient sa femme et Néréisse de tout travail, et,
 dans sa smalah, les épouses de son fils ne faisaient
 non plus œuvre de leurs dix doigts ; adorer leur
 mari, cultiver l'art de lui plaire, ployer le genou
 devant ce demi-dieu et supporter ses caprices,
 étaient leur seul devoir.

Avec l'habitude, l'ignorance des principes révo-
 lutionnaires, la crainte du matrah et du yatagan,
 les moukèras pauvres ou riches sont satisfaites de
 leur sort.

Néréisse estimait le sien très-doux ; il était
 comparativement à celui de ses compagnes d'in-
 fortune. Son père lui marquait un attachement
 que ses pareils ont rarement pour leurs filles. Dire
 qu'il lui épargna les coups, non. En Algérie, florit
 le proverbe : « Plus je te bats, plus je t'aime. » Le
 bâton est le myosotis du pays où l'on traite une

femme comme son chien. Mais Mohamed, n'abu-
 sant pas du plein pouvoir que lui conférait le
 Coran et l'usage, — ce despote universel, — pou-
 vait se dire « un tendre père. »

Il blâmait nos idées et nos théories sur l'éduca-
 tion des femmes ; cependant il voulait que sa fille
 sût lire, écrire, parler français, qu'elle eût un vernis
 de civilisation et quelques connaissances de nos
 mœurs et de nos habitudes.

Dans ce dessein il plaça une esclave intelligente
 chez des roumis (chrétiens), l'envoya aux zaouias
 (écoles) indigènes, et quand les tholhas (lettrés)
 l'eurent instruite, le caïd la mit au service de
 Néréisse.

Comment l'institutrice esclave parvint à appren-
 dre le français, lire et écrire à son élève maîtresse,
 qui, élevée par sa mère dans la mollesse et l'inac-
 tion, avait le travail en horreur et l'intelligence
 bornée d'une musulmane, est inexplicable. Il dut
 falloir des prodiges de patience et des miracles
 d'invention pour inoculer à Néréisse, sans aucun
 effort d'attention et de volonté de sa part, le peu
 qu'elle savait et qu'elle ne mettait guère à profit,
 trouvant plus commode de faire lire et écrire ses
 esclaves que de le faire elle-même.

Ainsi, le billet qui accompagnait mon éventail,
 elle ne l'avait point tracé, elle ne l'avait que dicté.

Lasse de causer, je laissai Néréisse fumer et
 m'amuser à aller, venir par le boudoir, demandant

le nom des objets qui s'y trouvaient, touchant à
 tout. En jouant avec des grenades, je m'approchai
 de Saïda, je lui en jetai sur les genoux ; je les
 reprenais et les lui rejetais de nouveau. Elle riait
 de ce jeu que je recommençai plusieurs fois, bien
 que je me fusse aperçue que cette espièglerie ne
 plaisait guère à Néréisse, dont un dépit mal dissi-
 mulé rembrunissait la physionomie, quand, en me
 penchant, mon visage effleurait celui de sa gentille
 Mauresque.

Dans un de mes mouvements rapides, mes lèvres
 rencontrèrent sa joue fraîche. Mal leur en prit...
 D'un élan de panthère, Néréisse bondit sur nous,
 m'arracha des bras de Saïda dans lesquels sa
 brusque attaque m'avait fait tomber, et me serra
 contre elle, toute frémissante de colère et de fu-
 reur, frappa avec rage de sa babouche la malhen-
 reuse fille qui ne poussa ni un cri ni une plainte,
 et piétina sur elle.

Paralysée d'effroi, je ne défendais pas la pauvre
 esclave ; mais voyant enfin que, loin de se calmer,
 la colère de Néréisse grandissait, qu'elle tuait
 Saïda en lui portant de tels coups, je me raidis
 contre mon épouvante et, me dégageant par un vif
 effort de son étreinte, je courus à la Mauresque que
 Kadji relevait. Les cheveux détressés, la tunique
 déchirée, les colliers dégrafés, elle était dans un
 état pitoyable ; des bleus marbraient son corps. Je
 m'assurai que ses blessures n'étaient pas graves.

